

DOMINIQUE LEJEUNE

**La France
des débuts de la
III^e République
1870-1896**

6^e édition

ARMAND COLIN

Conception de couverture: Hokus Pokus créations
Image de couverture: Allégorie de la fête du centenaire
de la République le 22 septembre 1892, Henri Rouseau
© Akg-images
Maquette intérieure: Raphaël Lefeuvre
Mise en page: PCA

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2016

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 5 rue Laromiguière, 75005 Paris

ISBN: 978-2-200-61618-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^e et 3^e a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

Introduction	10
1 L'« année terrible », un faux départ, agité	12
1. La proclamation à l'épreuve	12
1.1 La soudaine proclamation de la République	12
1.2 L'Assemblée nationale et ses premières décisions	20
2. La Commune	26
2.1 Origines	26
2.2 Déclenchement et déroulement	28
2.3 Conséquences et portée	37
3. L'incertaine République de l'Assemblée nationale et de Thiers	41
3.1 Les forces politiques au printemps 1871	41
3.2 L'œuvre de l'Assemblée nationale et de Thiers	44
2 Fausse République ou vrai départ : 1871-1879	49
1. Du retour de Gambetta à la chute de « Monsieur Thiers » (1871-1873)	49
1.1 La rentrée de Gambetta	49
1.2 La crise	50
1.3 Les conséquences	52
2. L'Ordre moral et la tentative de restauration monarchique (1873-1875)	53
2.1 L'Ordre moral et sa signification	53
2.2 La campagne ultramontaine	55
2.3 La tentative manquée de restauration	56
2.4 La République des Ducs essaie de gagner du temps	57

3. Les lois constitutionnelles de 1875	58
3.1 Les causes : l'évolution de l'assemblée et de l'opinion	58
3.2 Le vote des lois constitutionnelles	60
3.3 L'exécutif	62
3.4 Le législatif : les deux Chambres	63
3.5 Conclusion sur la Constitution de 1875	65
4. La conquête de la République par les républicains (1876-1879)	67
4.1 Les élections des Chambres	67
4.2 La crise du 16 mai 1877	68
4.3 La conquête du Sénat par les républicains	73
4.4 La conquête de la présidence de la République	74
4.5 Les révisions constitutionnelles de 1879 et 1884	75
3 La République des opportunistes, de Jules Ferry au boulangisme (1879-1889)	77
1. Les forces en présence	77
1.1 Les républicains, opportunistes et radicaux	77
1.2 Les droites sur la défensive	85
1.3 Les socialistes	88
1.4 Le pays	90
1.5 Les institutions à l'épreuve du temps	91
2. La France de Jules Ferry (1879-1885)	93
2.1 La vie politique	93
2.2 L'œuvre scolaire de la République opportuniste entre 1879 et 1885	95
2.3 Les libertés	100
3. Le boulangisme (1885-1889)	102
3.1 Jusqu'en 1887, la naissance du boulangisme	102
3.2 Après 1887, ascension et effondrement	106
4 Économie	113
1. Conjoncture, monnaie et libéralisme	113
1.1 La dépression de la fin du XIX ^e siècle	113

1.2 La monnaie	115
1.3 Le libéralisme, le capitalisme et le rôle de l'État	118
2. Les suites du premier essor industriel français, ou la France de la deuxième à la quatrième place mondiale	124
2.1 Innovation et secteurs de pointe	124
2.2 Anciens et nouveaux aspects	131
2.3 La géographie de l'industrie française	132
3. L'agriculture	133
3.1 Les structures	134
3.2 Les productions	136
5 Société	138
1. Démographie et famille	139
1.1 Les Français et la natalité	139
1.2 Stabilité, famille et mort	142
1.3 La femme	145
1.4 Immigration et étrangers en France	147
1.5 La préservation des forces vives de la Nation	149
2. La haute société	154
2.1 La noblesse	154
2.2 La grande bourgeoisie	155
3. Les classes moyennes	158
3.1 Les « capacités »	159
3.2 Les fonctionnaires	161
4. Les autres groupes	164
4.1 Les « couches nouvelles »	164
4.2 Les paysans	166
4.3 Les ouvriers	168
4.4 Le « mouvement ouvrier »	172
6 Culture	178
1. L'esprit	178
1.1 L'école républicaine	178

1.2 La vie religieuse	183
2. Médias	191
2.1 La presse	191
2.2 Un scientisme triomphant	195
2.3 Littérature : le temps du symbolisme	195
2.4 La société des intellectuels	200
3. Les arts de la fin du siècle	202
3.1 Arts plastiques : le temps de l'impressionnisme	202
3.2 Architecture	205
3.3 Musique : de Bizet à Ravel	206
7 Politique étrangère	208
1. L'Allemagne	208
1.1 La France et les systèmes bismarckiens	208
1.2 Les conséquences diplomatiques et militaires	213
2. Les moyens de la politique française	214
2.1 L'armée	214
2.2 Les moyens financiers de la politique étrangère	219
2.3 Les états d'esprit	220
3. L'alliance franco-russe	222
3.1 Causes et premières manifestations	222
3.2 Les conséquences	225
8 Colonisation	227
1. Expansion coloniale : vers la « plus grande France »	227
1.1 Un « deuxième empire colonial »	227
1.2 Conquêtes et événements principaux	228
2. L'organisation de l'empire colonial français	235
2.1 Plusieurs ministères	235
2.2 Les débats : association ou assimilation ?	236
3. Bilan des responsabilités	238
3.1 Volonté de puissance ou simple addition de causes diverses ?	238
3.2 Des groupes de pression	240
3.3 Le débat politique sur la colonisation	246

9 République modérée ou France en crise ?	250
1. La stabilisation des modérés (1889-1896)	250
1.1 Les forces politiques et le contexte	250
1.2 Les gouvernements modérés et leur œuvre	261
2. L'affaire Dreyfus	263
2.1 Procès et première campagne de révision	263
2.2 Une question politique	265
2.3 L'Affaire	266
Conclusion	273
Bibliographie sélective	274
Index	280

■ Introduction

D'une manière globale et jusqu'à ce qu'en 2028, la V^e République égale le record de durée de la III^e, ce qui frappe le plus au sujet de celle-ci est sans doute la permanence du régime, d'autant que la II^e République n'avait été qu'un bref « apprentissage de la République » (Maurice Agulhon) et que la France avait multiplié depuis la Révolution française les systèmes politiques éphémères. La longueur des sept décennies de la III^e République est-elle explicable par le vague des « lois constitutionnelles » de 1875 ? Dans le domaine de l'histoire politique, cette République est le suffrage universel honnêtement pratiqué, loyalement respecté – à la différence du Second Empire et de l'épisode de l'Ordre moral –, type d'expression de la volonté nationale qui donne aux élections une place fondamentale dans la vie politique : c'est, selon l'expression de Pierre ROSANVALLON « l'arche sainte des républicains ». Cette formation politique définitive des citoyens, ainsi que l'école, gratuite, laïque et obligatoire, permettent une intégration des masses au système, phénomène inconnu dans beaucoup de pays européens. Dans le même temps, on assiste au recul de la « contre-révolution », au développement et à l'organisation des partis, à l'enrichissement et à la fixation du vocabulaire politique : un modèle républicain ?

Durée et stabilité apparente du régime républicain n'excluent pas toutefois les crises politiques (tous les dix ans, retient la mémoire collective), qui ne dégèrent jamais en révolution, ainsi que les critiques contre le régime : les qualificatifs de « gueuse », de « république bourgeoise », sont connus, et c'est justement l'un des mérites du régime que d'avoir précocement accepté l'étalage, même pamphlétaire et caricatural, de ces attaques. Plus tard, quand se seront effondrés plusieurs des supports sociaux ou intellectuels du régime, quand les armées auront été brusquement et totalement vaincues par l'envahisseur en 1940, le discrédit atteindra « la Troisième » dans ses hommes et ses œuvres, et le

corps électoral de la Libération, ouvert désormais aux femmes, rejettera le retour à cet « ancien régime » suranné. Mais la IV^e République sera bien davantage une « mal aimée » (Joseph Barsalou).

Cependant, l'histoire parlementaire et républicaine n'est pas tout : la III^e République, ce sont aussi la vie du pays et des Français, les rapports entre Paris et la province, la province ne suivant pas, pour la première fois, la capitale en 1871 lors de la Commune, puis Paris ne jouant plus qu'un rôle politique d'appoint. Les vingt-six ans qui séparent l'« année terrible » (1870-1871) du retournement de conjoncture économique en 1896 sont marqués par la crise mondiale de la fin du siècle : la vie des habitants est faite également de la lenteur de l'évolution économique, des difficultés sociales, de la stagnation démographique... La République naît, s'installe pendant ce quart de siècle : après un « faux départ », agité, Thiers et l'Ordre moral mettent sur pied une fausse République, puis les véritables républicains font la conquête du régime républicain, dominé pour longtemps par ceux que l'on appelle les opportunistes. La France économique et sociale connaît alors stabilité, sclérose et grande dépression, le champ culturel est riche et contrasté ; si l'action étrangère est bornée par le système bismarckien, la Russie devient la grande alliée et l'expansion impérialiste donne à la France son second empire colonial.

■ Chapitre 1

L'« année terrible », un faux départ, agité

Proclamée pour la troisième fois le 4 septembre 1870, au début de la guerre franco-allemande et de ce que les contemporains appelleront après Victor Hugo l'« année terrible », la République ne connaît qu'un faux départ, dominé par les impératifs de la « Défense nationale » et surtout par une Assemblée nationale monarchiste. Ces débuts à contre-cœur sont très agités, de surcroît, par les douleurs de la guerre civile, la Commune de 1871.

1. La proclamation à l'épreuve

1.1 La soudaine proclamation de la République

• *La « révolution » du 4 Septembre.* Le Second Empire est ébranlé réellement (*cf.* encart) par les défaites : dès les 8 et 9 août 1870 éclatent à Paris des manifestations. À la nouvelle de la capitulation de Sedan et de la capture de l'empereur (2 septembre), la déchéance du régime est réclamée dans les milieux politiques. La République est proclamée le lendemain à Lyon, puis à Marseille et à Bordeaux, sans attendre l'initiative parisienne. Dans la capitale, pendant que le Corps législatif délibère,

la foule manifeste avec colère pour la République le dimanche 4. Gambetta proclame la déchéance de l'Empire, prend la tête, avec Favre et Ferry, des manifestants qui se rendent à l'Hôtel de Ville, où la République est proclamée. Deux listes s'affrontent pour la formation d'un gouvernement provisoire, mais la plus avancée (Blanqui, Flourens, Félix Pyat...) doit s'effacer devant celle que les modérés font acclamer par la foule. Sous la direction du général Trochu et de Favre, elle est composée en majorité de députés de la Seine. Favre, vice-président, a le portefeuille des Affaires étrangères, Gambetta l'Intérieur, Simon l'Instruction publique et les Cultes, Picard les Finances, Adolphe Crémieux la Justice, le général Le Flô la Guerre, l'amiral Fourichon la Marine, Dorian les Travaux publics, Magnin le Commerce, les autres membres étant Rochefort, Glais-Bizoin, Emmanuel Arago et Garnier-Pagès, tandis que Ferry est nommé maire de Paris.

Le Quatre Septembre peut difficilement être qualifié de « révolutionnaire », car le sang n'a pas coulé et il s'est agi plutôt d'un constat de carence de l'Empire. Mais pour l'heure, il reste à observer les réactions des villes et des campagnes de province, à continuer la guerre pour sauver la patrie – la « guerre à outrance » est annoncée à l'Europe entière – et à définir le régime républicain.

La République sous l'Empire

Ébranlé par les résultats dans les grandes villes des élections législatives de 1869, le Second Empire se voit consolidé par **le plébiscite triomphal du 8 mai 1870**. Désarçonné, Léon Gambetta s'exclame : « L'Empire est plus fort que jamais. » Pourtant, moins de quatre mois après, le régime est renversé par la défaite militaire. Mais, dans une France très largement rurale et où les campagnes avaient été des soutiens reconnaissants et fidèles du régime impérial, après l'épisode des paysans « montagnards » de la II^e République, **le « parti républicain » est fort minoritaire et peu organisé**. En plus, le monde politique « libéral » comprend nombre d'anciens orléanistes et de bonapartistes déçus, qui, craignant la République, ne souhaitent pas la chute du régime. Il existe à Paris **un milieu urbain révolutionnaire**, en bonne partie acquis aux idées de Blanqui, hétéroclite, formé d'étudiants, de jeunes employés et d'intellectuels, distincts

des « classes ouvrières » (pluriel de Proudhon, aux idées fort influentes). Celles-ci sont hétérogènes, hostiles au régime, mais méfiantes vis-à-vis des républicains – on se souvient de la répression de juin 1848 – et tentées par l'Internationale. Fondée à Londres en 1864, l'**AIT. (Association internationale des travailleurs)** a un bureau français, dirigé depuis 1868 par Varlin. Des grèves ouvrières se déroulent en 1869 et 1870; elles sont réprimées de façon sanglante.

Modérés – Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon, alliés des royalistes catholiques dans l'Union libérale de 1863, sensibles à l'appel aux « libertés nécessaires » par Thiers en 1864 –, **néo-jacobins et socialistes** sont les principales tendances idéologiques d'un « parti de la République ». De plus, un autre clivage recoupe le premier : les « vieilles barbes de 48 » sont critiquées, pour leur idéalisme bavard et déiste, par la nouvelle génération républicaine, positiviste et anticléricale. Aussi les dernières années de l'Empire libéral ont-elles vu se développer le nombre des irréconciliables, des « radicaux » : **Jules Ferry, Gambetta, Jules Grévy**; mais ces hommes sont dénués de visée socialiste. Gambetta s'est fait connaître brusquement par sa plaidoirie du procès Baudin (14 novembre 1868, voir volume précédent) et sa double élection en 1869 à Belleville et Marseille. Ces hommes ont tout au plus un vague programme de réformes radicales, significatif surtout à long terme : décentralisation, séparation de l'Église et de l'État, instruction primaire obligatoire, suppression de l'armée permanente, élection des fonctionnaires.

Bien plus révolutionnaires, mais partisans d'un État fort, les **blanquistes** du « parti communiste révolutionnaire » (Eudes, Rigault) veulent prendre le pouvoir par un coup de force, Paris imposant sa dictature révolutionnaire à la province, en attendant l'établissement d'une société communiste fondée sur des groupements de production. Les **néo-jacobins** (Delescluze) désirent, quant à eux, rééditer la République de petits propriétaires et de Salut public chère à Robespierre. **Les militants français de l'Internationale** (Bastelica, Benoît Malon, Varlin) aident les grévistes et se méfient de l'État comme des républicains légalistes. Mais sur le terrain du suffrage universel, les choses sont, en 1869, beaucoup plus simples : **les ouvriers prennent Gambetta pour un « rouge », Henri Rochefort est pour eux « le marquis rouge »**, et les véritables révolutionnaires n'ont pas de succès

électoral, alors qu'une trentaine de républicains sont élus en 1869 (neuf à Paris, deux à Lyon, sans parler de Bordeaux, Saint-Étienne, etc.). Toutefois, **le plébiscite de 1870** marque la défaite électorale des républicains, dont certains, comme Picard, deviennent encore plus favorables à des coalitions éventuelles avec des monarchistes, tandis que Grévy et Gambetta y demeurent hostiles. Le gouvernement impérial se trouve encouragé à poursuivre les journaux, à traduire en justice les « Internationaux » et à s'engager « d'un cœur léger » (Émile Ollivier) dans la guerre déclarée à la Prusse le 19 juillet, pour laver l'affront fait à la diplomatie française. L'opinion publique s'avère très influençable et chauvine, la presse bien imprudente, **une sorte de consensus politique**, d'« union sacrée » avant la lettre se réalise, et des républicains votent le 15 juillet 1870 les crédits militaires demandés au Corps législatif ; c'est le cas de Gambetta, tandis que d'autres, comme Favre et Grévy, s'y opposent.

• *Les impératifs de la Défense nationale.* Le gouvernement de la « Défense nationale » veut à la fois établir le régime et faire la guerre, mais surtout sauver l'ordre et la légalité. Eu égard à la difficulté d'organiser immédiatement les élections générales auxquelles il songera pendant le mois de septembre, le gouvernement oriente ses efforts vers la guerre, l'idée – exprimée par Gambetta – étant qu'une France républicaine serait invincible, comme en 1793-1794. Les comités secrets de la Première et de la Seconde Guerres mondiales sont bien connus, mais les quatre procès-verbaux, de plus en plus fiévreux, des séances parlementaires de l'*Année terrible* (Victor Hugo) n'ont été retrouvés qu'en 2009, dans un coffre du Palais-Bourbon. Après un vote unanime de l'Assemblée nationale, ils ont été remarquablement publiés, introduits et annotés par Éric Bonhomme. À la dernière minute de la séance du 22 mars surgit Clemenceau, maire du XVIII^e arrondissement et député de la Seine, qui s'écrie : « Vous serez responsables de ce qui va suivre ! », incise brillante qui provoque de « vives réclamations... ».

Défense nationale ? Mais Favre rencontre les 18 et 19 septembre 1870 Bismarck, installé depuis quelques jours à Ferrières (Seine-et-Marne). La Prusse réclame l'Alsace et une partie de la Lorraine ; il faut

donc continuer à combattre. Thiers ne fait pas partie du gouvernement, cependant il jouit d'un grand crédit, car il a ajouté aux « libertés nécessaires » la prédiction « il n'y a plus une faute à commettre », et les défaites démontrent qu'il a eu raison d'aller à contre-courant de la vague de chauvinisme de l'été 1870. Il fait une très longue tournée dans les capitales neutres, sans obtenir de résultat. Le gouvernement est en conséquence obligé de s'engager davantage dans la guerre.

Or, les difficultés militaires s'aggravent rapidement. L'investissement de Paris est effectif le 19 septembre : commence le siège de la capitale, camp retranché protégé par 35 km de remparts. Cinq semaines plus tard, le 27 octobre, la principale place forte de l'Est (Strasbourg avait capitulé le 27 septembre), Metz, est livrée, bien avant le terme de la résistance de ses forces par le maréchal Bazaine. L'atteinte au potentiel militaire et moral français – l'armée de Metz était la seule organisée – est considérable : cette capitulation va libérer des troupes allemandes pour le siège de Paris, d'où le gouvernement provisoire n'a pas voulu partir. La population n'est donc pas « abandonnée », mais grandes sont les difficultés à diriger désormais la défense du territoire national. Aussi Gambetta quitte-t-il, le 7 octobre, la capitale (en ballon), en qualité de ministre de la Guerre et de l'Intérieur, pour donner l'impulsion décisive en province. Il rejoint trois membres du gouvernement (Adolphe Crémieux, Fourichon et Glais-Bizoin, qui n'étaient pas les ministres les plus actifs et compétents...), déjà installés depuis le milieu de septembre à Tours, pour former la « Délégation ». Quelle est son action ? Gambetta est l'âme de la Délégation, un véritable « dictateur » pensent les conservateurs, mais un « modéré » accuse l'extrême gauche. Cette gauche extrême essaie d'organiser après le 18 septembre une « Ligue du Midi pour la défense de la République » groupant 15 départements, distincte du pouvoir central, et qui fut dissoute le 28 décembre.

Le 18 septembre 1870 se constitue une Ligue du Midi pour la Défense nationale de la République, qu'Esquiros, nommé « administrateur supérieur » des Bouches-du-Rhône par Gambetta, tire vers l'autonomisme, avec des liens avec le Var, Lyon, les Alpes-Maritimes, etc. Dix départements au total entrent dans la Ligue du Midi. Surtout son objectif se dédouble : la défense de la vallée du Rhône, mais aussi le fédéralisme, car il s'agit de former une « confédération », inévitablement dirigée depuis Marseille. Les contemporains ne peuvent pas oublier le précédent, bien connu en France, de la guerre de Sécession aux

États-Unis (1861-1865), mais la capitale phocéenne, qui avait connu une forte croissance démographique dans les décennies précédentes, demeure une ville légitimiste, avec un important électorat radical, qui élit Gambetta et Esquiros, et un groupe socialiste non négligeable, autour de Bastelica. La Ligue du Midi s'organise dans la deuxième quinzaine de septembre, avec des réunions bi-hebdomadaires autour d'un commissaire général, Alphonse Gent, ancien démoc'-soc' de la II^e République qui avait dirigé une première Ligue du Midi entre 1848 et 1850 et avait été déporté aux Marquises. Les membres de la Ligue du Midi sont des républicains modérés, cependant l'extrême gauche est aussi bien représentée et chez tous se manifeste la séduction de la démocratie directe. Le programme est inspiré de celui de Belleville, mais également de la Montagne quarante-huitarde. Ce programme devient séparatiste dès octobre 1870 et la coloration fédéraliste ne peut manquer d'inquiéter le Gouvernement de la Défense nationale, auquel la Ligue reproche l'inaction militaire. Les préfets jugent immédiatement que la Ligue est un danger qui place le Gouvernement de la Défense nationale en situation difficile, alors Gambetta, habilement, nomme Gent... préfet (des Bouches-du-Rhône), avec les pleins pouvoirs à Marseille. En réaction, l'extrême gauche déclenche le 31 octobre à Marseille une insurrection, baptisée rétrospectivement la « Commune de Marseille ». Gent, pourtant blessé d'un coup de feu à son arrivée, applique une politique proche de celle de son prédécesseur : il organise des élections, qui voient la victoire des modérés. Anémiée par ses échecs successifs, la Ligue du Midi disparaît progressivement. Elle aura été une « auberge espagnole », le fédéralisme débordant très largement en 1870-1871 des cercles révolutionnaires (idée de l'historienne Jeanne Gaillard) : le fédéralisme balaie de l'extrême gauche à la droite (sentimentalement), avec la forte empreinte des objectifs militaires.

Il y a aussi une Ligue du Sud-Ouest, fondée à Toulouse le 7 octobre. Toulouse avait mené une forte opposition au Second Empire et le *non* y est majoritaire au plébiscite du 8 mai 1870. Le 5 septembre 1870, le nouveau préfet, Armand Duportal, crée une Ligue du Sud-Ouest, regroupant la bagatelle de trente départements, républicaine et anticléricale, manifestant immédiatement un net souci social et sa fidélité au gouvernement, toutefois souhaité plus actif militairement. Dans les Alpes-Maritimes, françaises depuis 1860 seulement, mais qui déjà avaient été rattachées à la France sous la Révolution française et le Premier Empire,